

PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité territoriale des deux Savoie

Chambéry, le 16/12/15

Affaire suivie par : Guillaume Dinocheau
Cellule déchets, sites et sols pollués – subdivision D2
Tél. : 04 79 62 81 88
Télécopie : 04 79 69 51 61
Courriel : guillaume.dinocheau@developpement-durable.gouv.fr
Réf. : 20151204-RAP-UiomValezan2emeVi-v2.odt

Installations classées pour la protection de l'environnement

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

**SMITOM de Tarentaise
Usine d'incinération d'ordures ménagères de Valezan**

**VISITE D'INSPECTION APPROFONDIE
réalisée le 4 décembre 2015**

Rapport de l'inspection des installations classées

Adresse de l'établissement : RN 90 – Le Praz – 73212 VALEZAN

Adresse du siège social de l'établissement : 252 Grande rue – B.P. 16 – 73 212 AIME cedex

Activité principale de l'établissement : incinération de déchets ménagers et assimilés

Priorité DREAL : P1 (prioritaire national)

COPIES : Exploitant, UT (Chrono, D2)

Annexes : Tableau récapitulatif des analyses des dioxines (1 page)
Courrier de transmission à l'exploitant (1 page)

Numéro S3IC : 61.4509 ☐ Enregistrement fait

Contrôle réalisé conformément à la procédure DEN-QPR-05-008 et au mode opératoire DEN-QMO-06-001			
Inspecteur(s) : Guillaume DINOCHEAU			
Date d'annonce du contrôle : courrier électronique du 27/11/15			
Type de contrôle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input checked="" type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle	<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input checked="" type="checkbox"/> Incident : dépassements dioxines printemps/été 2015 ; APMD du 23/09/15 <input type="checkbox"/> Plainte du : <input checked="" type="checkbox"/> Autre : suite VI 29/09/15		

Thème du contrôle :

Le contrôle a été mené dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/09/15, portant sur le respect des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation concernant les rejets atmosphériques en dioxines-furannes (PCDD/F). Le contrôle a porté sur l'examen du rapport final d'incident transmis par l'exploitant par courrier électronique du 30/11/15 et sur les suites données à la visite d'inspection du 29/09/15, qui était centrée sur l'incident.

La mise à l'arrêt prochaine de l'incinérateur (28/12/15) et l'avenir du site ont également été évoquées.

Pour des raisons de difficulté d'accès au site de Valezan et dans la mesure où aucun contrôle visuel complémentaire à celui du 29/09/15 ne paraissait nécessaire, la réunion s'est tenue à Albertville, dans des locaux mis à disposition du SMITOM. Par ailleurs, quelques informations complémentaires nous ont été fournies par le SMITOM lors d'une réunion tenue le 9/12/15 dans nos locaux à Chambéry, dédiée aux conditions administratives à prévoir pour les modifications du site.

Référentiel du contrôle :

Arrêté préfectoral codificatif du 1/02/12

Arrêté de mise en demeure du 23/09/15

Principales installations contrôlées :

Sans objet

Personnes rencontrées et fonctions :

M. PASCAL-MOUSSELARD : SMITOM de Tarentaise – président (présent pendant la première partie)

Mme HERRERO : SMITOM de Tarentaise – directrice

Mme ALBOUC : SMITOM de Tarentaise – responsable technique

M. RICHEL : NOVERGIE (délégué du SMITOM) – directeur de sites, dont Valezan

M. CHATELLET : NOVERGIE – chef d'usine

M. PECCI : NOVERGIE – responsable d'exploitation

Mme LE GALLIC : INDDIGO (assistant technique du SMITOM) – chargée d'études

SYNTHÈSE DE LA VISITE ET CONSTATATIONS

1 DÉPASSEMENT DES LIMITES DE REJETS EN DIOXINES

1.1 Examen des derniers résultats transmis

1.1.1 *Mesures de PCDD/F à l'émission*

Plusieurs résultats ont été transmis depuis la visite du 29/09/15. L'ensemble des résultats d'analyses des PCDD/F de l'année 2015 est récapitulé dans le tableau en annexe.

La dernière mesure (mensuelle AMESA du 12/10 au 6/11/15) a été transmise après l'inspection, par courrier électronique du 9/12/15. Celle-ci ainsi que l'ensemble des mesures réalisées depuis septembre 2015 confirme le retour durable à des valeurs conformes.

N.B. : Une erreur figure dans le rapport d'incident p8-9 : la mesure SRM a été effectuée le 21/09/15 et non le 28/09.

1.1.2 Mesure des PCDD/F dans les retombées atmosphériques

Au sein de la surveillance environnementale prescrite par l'arrêté et effectuée en 2015, seules ces dernières analyses restaient à fournir au 7/10/15. Elles ont été transmises par le SMITOM par courrier électronique du 12/10/15. Elles n'appellent pas d'observation particulière de notre part.

1.1.3 Autres analyses à l'émission

Rappel : *Remarque 2015-01 : Nous rappelons à l'exploitant que la mesure réglementaire des métaux à l'émission pour le second semestre devra être effectuée avant la fin de l'année 2015.*

L'exploitant a indiqué que la mesure semestrielle (portant sur les métaux et les paramètres habituels) est programmée semaine 51. Les résultats nous seront transmis début 2016.

Compte tenu de l'arrêt prolongé d'exploitation prévu à compter du 28/12/15 (voir § 2 et 3), la réalisation, à l'occasion de la mesure prévue semaine 51, du contrôle AST des analyseurs en continu ne nous apparaît pas indispensable.

Nous avons pris acte par ailleurs des difficultés pour réaliser les analyses d'eaux pluviales durant les travaux actuels liés à l'extension de la déchetterie voisine.

1.1.4 Bilan des résultats

On peut distinguer au final en 2015 3 périodes pour les cartouches AMESA :

- une période avec des concentrations en PCDD/F très basses (périodes n°28 à 31, c'est-à-dire jusqu'au 24/04/15) ;
- une période avec des concentrations supérieures à la valeur limite d'émission (périodes n°33 à 35 : du 22/05 au 14/08/15), encadrée par 2 cartouches conformes mais élevées (périodes n°32, du 24/04 au 25/05/15, et 36, du 14/08 au 11/09/15) ;
- une période de retour à des concentrations conformes et globalement basses (depuis la période n°37 – c'est-à-dire depuis le 14/09/15).

Les 3 mesures effectuées selon la méthode de référence (SRM ; mesure du 24/03/15, avant les dépassements, et mesures des 14 et 21/09/15, après les dépassements) sont conformes.

1.1.5 Profils de congénères à l'émission

Le rapport d'incident signale :

- des profils similaires pour l'ensemble des mesures réglementaires 6 h ;
- sur les cartouches AMESA, des profils différents lors des périodes normales et lors des périodes de dépassements.

Plus précisément, nous relevons :

- un profil que l'on pourrait appeler de "type 1", observé sur les mesures AMESA "normales" du début d'année 2015 (concentrations en PCDD/F très basses jusqu'à la période n° 31), et sur les 3 mesures SRM ;
- un profil que l'on pourrait appeler de "type 2" sur les mesures AMESA depuis la période n° 32 ; ce profil est observé que la concentration de l'échantillon soit conforme (périodes n°32 et 36 à 40) ou non conforme (périodes n°33 à 35) ; depuis mi-septembre 2015 (période n°37) les concentrations des cartouches sont revenues à des valeurs normales (basses et comparables à celles du début d'année 2015) mais elles suivent désormais un profil des congénères différent de celui du début d'année ; en termes de profil, il y a donc un avant et un après la période de dépassement.

Cette modification des profils de congénères n'a pu être expliquée par l'exploitant. Elle ne change rien au retour à la conformité des concentrations de dioxines dans les mesures en semi-continu.

1.1.6 Profils des congénères dans les résultats de la surveillance environnementale

Rappel : Remarque 2015-05 : Il convient de mener à chaque analyse de PCDD/F (à l'émission et dans l'environnement) la comparaison entre le profil de congénères mesuré et le profil type à l'émission (identifié le cas échéant sur la base des analyses des dernières années).

Remarque 2015-11 : Nous prenons acte que la comparaison des profil de congénères à l'émission et dans l'environnement sera réalisé par le bureau d'études Biomonitor dans le cadre du rapport relatif à la campagne 2015 de surveillance de l'environnement, qui sera transmis en 2016.

1.2 Actions menées par l'exploitant et recherche des causes

1.2.1 Vérification du résultat et du bon fonctionnement de la mesure en semi-continu (AMESA)

Aucune anomalie n'a été mise en évidence lors des investigations. Le rétro-soufflage de la canne de prélèvement en particulier s'est avéré conforme aux préconisations (p4).

L'exploitant a précisé que, contrairement à ce qui est indiqué en p5 et 11 du rapport d'incident :

- le contrôle du bon fonctionnement du préleveur AMESA par Environnement SA a bien été effectué lors de l'arrêt technique de novembre 2015 ;
- le fonctionnement des analyseurs en continu (AMS) a bien été effectué.

1.2.2 Vérification des paramètres de fonctionnement des installations d'incinération

Plusieurs paramètres ont été examinés par l'exploitant, dont les débits d'air, la température T2S ou la concentration des fumées en monoxyde de carbone (CO). Aucune anomalie n'a été mise en évidence.

Le rapport d'incident indique par ailleurs que l'analyse ne permet pas de conclure sur une relation directe entre les dépassements en PCDD/F et les événements de température ou concentration en CO non conformes ou les arrêts de four. L'examen des rapports d'auto-surveillance mensuels nous permet de confirmer cette analyse.

Nous avons évoqué plus en détails lors de la visite les 2 aspects suivants, déjà évoqués lors de la visite du 29/09.

a) T2S < 850°C

Rappel : Demande 2015-03 (NC article 3 - § 7.5) : Vérifier les critères de mise en route des brûleurs d'appoint, afin que ceux-ci jouent leur rôle dans le maintien de la température de combustion des déchets. Délai : 1 mois.

Nous avons interrogé l'exploitant sur les nouveaux épisodes de température T2S < 850 °C (en moyennes 10 mn) mis en évidence dans les derniers rapports d'auto-surveillance :

- septembre : 6 moyennes 10 mn non conformes, dont 3 avant un arrêt ;
- octobre 2015 : 14 moyennes 10 mn non conformes, dont 11 successives avant un arrêt ponctuel pour réparation du pont roulant (10/10/15) et 1 avant l'arrêt technique de la fin du mois((29/10/15) ;
- novembre 2015 (rapport reçu le 7/12/15, après la visite donc) : 1 moyenne 10 mn non conforme.

M. RICHET a rappelé l'explication apportée en 2013 : les brûleurs sont coupés lors de certaines interventions de maintenance des installations en fonctionnement. M. CHATELLET a précisé que :

- les brûleurs sont coupés manuellement lors des interventions sur le pont roulant ;
- ils sont coupés automatiquement lors de l'ouverture d'une des 3 portes du four.

Nous avons fait remarquer à l'exploitant que toutes les températures basses visibles dans les rapports d'autosurveillance mensuels ne peuvent être expliquées par des interventions sur les installations. Le rapport d'incident (p7) mentionne d'ailleurs le démarrage tardif des brûleurs comme une partie des causes des T2S < 850 °C.

M. RICHET a indiqué que les seuils de déclenchement des brûleurs ont été rehaussés à la fin de l'arrêt technique de novembre, afin de limiter les températures basses. NOVERGIE ne cherche en aucun cas à faire des économies sur le gaz consommé par les brûleurs !

M. CHATELLET a précisé que les brûleurs ont leurs limites techniques :

- ils ne démarrent pas instantanément : leur cycle de démarrage dure 3-4 mn ;

- ils peuvent connaître des dysfonctionnements du type défaut de flamme ; en ce cas le démarrage effectif du brûleur ne s'effectuera qu'au bout d'un nouveau cycle de démarrage de 3-4 mn ;
- les 2 brûleurs sont réglés sur des températures de démarrage différentes ; l'enclenchement simultané pourrait en effet engendrer des arrivées d'air susceptibles de perturber la combustion.

Ceci explique que toutes les baisses de température survenant au cours de l'incinération ne peuvent pas être "rattrapées" par les brûleurs.

Nous avons pris acte de ces explications, convaincantes.

M. CHATELLET a souligné enfin que le nombre de moyennes 10 mn non conformes reste limité. Il est davantage vigilant à limiter les pics de CO, plus impactants selon lui sur la qualité des rejets. Nous confirmons que les températures basses sont moins fréquentes que les pics de CO : par exemple, 3h, 5h30 et 8h30 de dépassements CO en moyenne semi-horaire ont été comptabilisés dans le compteur 60 h au titre des mois de septembre, octobre et novembre 2015 respectivement. A cette période les valeurs de PCDD/F mesurées par l'AMESA étaient conformes, ce qui confirme la non-corrélation entre ces 2 problématiques.

b) Injection de charbon actif

Rappel : Demande 2015-01 : Communiquer la date précise de l'augmentation de la quantité de charbon actif injectée effectuée en septembre 2015, et un historique des augmentations antérieures effectuées depuis 2011. Communiquer, pour la même période, un historique montrant l'évolution chiffrée des consommations annuelles de charbon et du ratio à la tonne de déchets incinérée. Délai : 1 mois.

Mme LE GALLIC a indiqué avoir commencé à établir l'historique demandé. Nous avons demandé à ce que les éléments disponibles nous soient transmis.

M. RICHET a précisé que le ratio de consommation de charbon à la tonne de déchet incinéré a été triplé sur les 3 dernières années, par précaution. La valeur actuelle (1 kg/t) dépasse très largement les standards de la profession.

1.2.3 Vérification des équipements de traitement des fumées

Aucune anomalie n'a été mise en évidence.

Le problème de colmatage du filtre à manches se poursuit et demeure inexpliqué. Le décolmatage est toujours forcé actuellement. Les manches ont été changées lors du dernier arrêt technique (29/10-16/11/15, p11), soit pour la troisième fois depuis le début de l'année 2015... Une nouvelle technologie de feutre a été mise en place (fournisseur : TTL).

Le rapport d'incident signale l'attente des résultats du prélèvement de manche et de REFIOU effectué le 11/09/15 (p8). M. RICHET a précisé que, compte tenu de l'arrêt prochain de l'installation, ce sujet relève plus, pour la société NOVERGIE, de la recherche technique et du retour d'expériences pour d'autres incinérateurs.

1.3 Conclusions sur les causes des dépassements

Le rapport final d'incident apporte une lecture approfondie des causes possibles. Il indique au final qu'il est aujourd'hui possible de conclure sur la cause des dépassements (p10) : *"nous ne sommes pas sur un dysfonctionnement du procédé sur plusieurs jours générant des rejets de PCDD/F, mais sur un événement ponctuel ayant pollué la canne de prélèvement [du dispositif AMESA] et impacté les mesures du préleveur semi-continu sur plusieurs semaines"*.

M. RICHET a précisé que la pollution ponctuelle serait survenue lors de la période n°32 et qu'elle se serait désorbée sur les périodes 33 à 35. Cette pollution pourrait être survenue en période transitoire, préleveur à l'arrêt, avec un rétro-soufflage insuffisant. Il s'agit d'une hypothèse, qui n'est pas exposée aussi précisément dans le rapport. M. RICHET a ajouté qu'il est très difficile d'être affirmatif, comme indiqué dans le rapport : *"Nous ne pouvons pas identifier l'événement ponctuel ayant entraîné cette pollution. Le facteur suivant et/ou une conjugaison de ces différents facteurs peut en être responsable : blocage de la grille n°5 du four, situation transitoire, colmatage du filtre à manches et réduction des charges en lien avec les problèmes de capacité de filtration."*

La conclusion de l'exploitant signifie que les valeurs élevées de PCDD/F mesurées sur le dispositif de mesure en semi-continu du 22/05 au 14/08/15 ne traduiraient pas en fait une non-conformité des rejets de l'usine sur 3 mois mais un artefact de mesure. L'hypothèse d'un dysfonctionnement ponctuel, sur laquelle est basée cette conclusion, nous semble plausible ; plusieurs éléments, dont les résultats de l'intercomparaison du 14/09/15, pèsent effectivement en sa faveur. Cette hypothèse reste cependant invérifiable. Un doute peut subsister notamment du fait que les résultats de la première cartouche anormale (n°32) ne sont pas très marqués, en concentration et en masse de PCDD/F prélevée.

En tout état de cause, l'exploitant a mené les actions et investigations adéquates et les valeurs normales mesurées depuis le 14/09/15 attestent de la conformité des rejets. Dans ces conditions, la mise en demeure du 23/09/15 peut être levée.

2 CONDITIONS D'ARRÊT DE L'USINE D'INCINÉRATION LE 28/12/15

2.1 Rappel du contexte

Le contrat d'exploitation de l'usine d'incinération confié par le SMITOM à NOVERGIE échoit au 28/12/15. La proposition faite par NOVERGIE de maintenir le personnel sur site à compter de cette date pour l'exploitation d'un quai de transfert (par mise en balles) n'a pas été retenue par le SMITOM (pour des motifs principalement financiers, selon NOVERGIE).

Au 28/12/15, l'activité d'incinération de déchets (rubrique 2771) sera mise à l'arrêt, de manière temporaire selon les informations aujourd'hui disponibles, et les installations seront restituées au SMITOM, exploitant en titre et propriétaire.

M. RICHET a indiqué avoir établi à l'attention du SMITOM une proposition de "protocole d'arrêt" précisant, de manière contractuelle, les conditions d'arrêt des installations d'incinération, sur le plan technique et financier. Le volet technique de la version projet du protocole a été projeté par NOVERGIE et discuté en séance, en présence uniquement des responsables techniques du SMITOM, qui le découvriraient comme nous. Le président du SMITOM avait quitté la réunion antérieurement. Le protocole a été transmis officiellement par NOVERGIE au SMITOM le 9/12/15, pour discussion et validation.

Les dispositions indiquées ci-après sont celles qui étaient prévues par NOVERGIE au 4/12/15.

Demande 2015-6 : Communiquer la version définitive du protocole d'arrêt qui sera conclu avec la société NOVERGIE. Délai : avant le 28/12/15.

2.2 Déroulement prévu

Le protocole d'arrêt prévoit un constat de bon fonctionnement des installations le 21/12/15, en présence d'un huissier. Cet état des lieux sera mis en perspective de celui effectué le 20/08/14 entre NOVERGIE et le SMITOM dans le cadre du dernier renouvellement du contrat d'exploitation. Il n'y aura évidemment pas de visite à l'intérieur des fours et installations (en fonctionnement), ce qui n'est de toute façon pas l'objectif de cet état des lieux.

La mise à l'arrêt du four sera initiée au cours du week-end du 26-27/12/15.

Tel que prévu par NOVERGIE, l'arrêt du 28/12/15 correspondra à un arrêt technique courant. Les installations d'incinération seront restituées par NOVERGIE au SMITOM le 28/12/15 à partir de 21 h, "à chaud", et avec les utilités et consommables nécessaires à son fonctionnement.

Au 28/12/15 à 23h59 le personnel NOVERGIE quittera l'usine. Les engins, PC bureautiques et matériel divers (notamment la trémie et la presse à balles) seront emportés (le PC de supervision reste). Le bâtiment et les installations resteront sous la surveillance du SMITOM.

Selon NOVERGIE, les installations pourraient théoriquement être remises en marche dans les jours ou semaines suivants. Il est toutefois acté que le SMITOM ne dispose pas de délégataire technique à même de faire fonctionner les installations à partir du 29/12/15 et qu'il ne peut pas effectuer cette tâche par lui-même. L'arrêt des installations, s'il ne peut à ce stade être qualifié de définitif, sera en tout état de cause prolongé.

Un audit des installations a été initié par le SMITOM cet automne afin de déterminer l'avenir de l'usine d'incinération et notamment d'évaluer l'investissement à réaliser pour rénover les installations. Le premier rendu de l'audit est prévu pour la mi-décembre et le rendu définitif pour la fin janvier 2016. Selon les conclusions de cet audit, le SMITOM de Tarentaise pourrait décider de ne pas engager de travaux de rénovation et de ne plus faire redémarrer l'usine, ce qui correspondrait alors à une cessation définitive de l'activité d'incinération. En cas de poursuite ultérieure de l'activité d'incinération, après travaux, et après le 1/07/16, la responsabilité de l'établissement serait confiée au syndicat mixte Savoie Déchets.

Remarque 2015-12 : Le cas échéant, le SMITOM de Tarentaise devra notifier au préfet la cessation définitive de l'activité d'incinération (rubrique 2771) et des activités connexes (mise en balles – rubrique 2716, citerne de gaz – rubrique 1412), conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement. Les mesures de mise en sécurité porteront notamment sur l'évacuation des déchets.

NOVERGIE ne prévoit aucune opération de maintenance, entretien ou nettoyage avant restitution de l'usine. Par ailleurs, en restant scrupuleusement dans ses obligations contractuelles, et n'ayant pas été en capacité d'anticiper, NOVERGIE n'effectuera aucune mesure de mise en sécurité des installations. Le contrat d'électricité, aujourd'hui au nom de NOVERGIE, sera caduc au 28/12. L'alimentation électrique de l'ensemble du site (y compris le quai de transfert de la collecte sélective) pourrait être coupée dès le 29/12/15 par le gestionnaire du réseau, sauf nouveau contrat souscrit par le SMITOM.

Remarque 2015-13 Nous prenons acte que NOVERGIE s'engage à rédiger, pour le compte du SMITOM, le rapport d'autosurveillance de décembre 2015 et le rapport annuel d'activité 2015.

2.3 Évacuation des déchets et produits

2.3.1 Déchets entrants

- Ordures ménagères : M. RICHET a indiqué que NOVERGIE n'a pas prévu d'arrêt des approvisionnements. Ceux-ci, placés sous la responsabilité du SMITOM, ne connaîtront donc pas d'interruption (voir § 6). Au 28/12, la fosse d'ordures ménagères devrait donc être partiellement remplie.
- Boues de station d'épuration et déchets de dégrillage (station d'épuration de Bourg St Maurice) : contrairement aux OM, il est prévu d'arrêter les livraisons le 11/12/15, charge à l'exploitant de la station de trouver un autre exutoire de traitement. La fosse à boues de Valezan devrait donc être vide au 28/12/15.
- Balles : Lors de la visite du 29/09/15, M. CHATELLET avait indiqué que l'ensemble du stock de balles (~ 1000) devait être incinéré sous 5 semaines. Lors de la visite du 4/12/15, M. CHATELLET a cependant indiqué qu'environ 500 balles restent entreposées sur le site. Mme HERRERO a expliqué que ce retard est dû à l'arrêt technique programmé des installations (29/10-16/11/15) et à la baisse de disponibilité des installations d'incinération, baisse elle-même liée aux difficultés techniques rencontrées sur le filtre à manches. M. RICHET a indiqué que les balles qui ne pourraient pas être incinérées au 28/12/15 seront évacuées par NOVERGIE, à ses frais, et incinérées dans d'autres installations exploitées par l'entreprise, comme prévu dans le protocole.

2.3.2 Déchets d'incinération

- Mâchefers : Les mâchefers produits à Valezan ont été récemment destinés à un chantier de valorisation situé à Communay, dans le Rhône (maîtrise d'ouvrage : CG 69). L'entreprise en charge des travaux (Vinci) a toutefois suspendu récemment les approvisionnements, les quantités de mâchefers reçues s'avérant suffisantes à court terme. Les mâchefers mûrés et valorisables actuellement entreposés à Valezan pourront être envoyés sur ce chantier si les approvisionnements reprennent. A défaut, le protocole d'arrêt prévoit l'élimination de ces déchets en installation de stockage (ISDND). M. RICHET a confirmé que l'envoi des mâchefers dans une installation de maturation et d'élaboration (IME) n'a pas été prévu, NOVERGIE n'exploitant pas une telle installation pouvant recevoir des mâchefers extérieurs.

NOVERGIE prévoit que les mâchefers produits sur les derniers jours d'incinération, non mûrés et non analysés, restent dans le box.

- Métaux : Le protocole prévoit leur évacuation avant le 28/12.
- REFIOM : Une évacuation vers l'installation de stockage de déchets dangereux de Drambon (Côte d'Or) est prévue le mercredi 23/12/15.
- Eaux industrielles contenues dans le bassin : M. RICHET indique n'avoir pas prévu de vidanger le bassin. Dans la mesure où les eaux ne seront plus recyclées au sein de l'usine à partir du 28/12, il y a un risque que le bassin déborde (après déversement préalable dans la réserve incendie).

Remarque 2015-14 : Même si l'arrêt du 28/12/15 n'est pas considéré comme définitif à ce stade, nous demandons au SMITOM de prévoir l'évacuation, à court terme, de l'ensemble des déchets liés à l'incinération, soit par lui-même, soit par NOVERGIE. Il convient en particulier de prévoir le pompage des effluents stockés dans le bassin tampon et leur élimination en tant que déchets, conformément aux dispositions de l'article 2 - § 4.5 de l'arrêté préfectoral du 1/02/12. Pour éviter de collecter de nouveaux effluents pollués dans le bassin, un nettoyage de la plateforme d'entreposage des balles, mâchefers et métaux devra être effectué en parallèle. Par ailleurs, la gestion des eaux de ruissellement potentiellement polluées dans la configuration future du site (quai de transfert OM) devra être étudiée, afin de prévenir tout débordement du bassin.

2.3.3 Produits et utilités

- Les stocks de chaux et de charbon actif resteront sur le site.
- La citerne de gaz inflammable liquéfié (capacité 36 t ; rubrique 1412.2b – régime de la déclaration) restera sur le site en l'état. Utilisée aujourd'hui pour les brûleurs du four d'incinération, la citerne ne sera a priori d'aucune utilité dans la future configuration (quai de transfert).
- La cuve de GNR (gazole non routier ; 1500 L ; non classée) restera sur le site en l'état.
- Pièces détachées : les pièces identifiées GER (gros entretien et réparation) resteront sur le site. En revanche les petites pièces seront emportées par NOVERGIE (y compris les pièces de réparation du quai de transfert de la collecte sélective).

3 CONDITIONS D'EXPLOITATION DU SITE À PARTIR DU 29/12/15

3.1 Modification de la destination du site

3.1.1 Aspects techniques

Quai de transfert d'ordures ménagères

En substitution à l'incinération, il est prévu à partir du 29/12/15 de faire transiter sur le site de Valezan les ordures ménagères collectées sur une partie du territoire du SMITOM de Tarentaise (haut de vallée : COVA¹ et MIHT²), et de les compacter pour les expédier par semi-remorques vers des installations d'incinération autorisées (Chambéry principalement, mais aussi Bourgoin-Jallieu et Grenoble). Quant aux ordures issues du bas de vallée (CCVA³, CCCT⁴), elles transiteront désormais par le centre de transfert exploité par la société NANTET à Aigueblanche-Petit Coeur, sans remonter par Valezan.

Sur le plan technique, les ordures ménagères seront déversées dans la fosse de l'usine par les camions de collecte habituels (BOM - bennes à ordures ménagères). Elles seront reprises au grappin et vidées dans une trémie (située à l'emplacement de la trémie actuellement utilisée par NOVERGIE pour la mise en balles) et chargées dans des semi-remorques à fond mouvant alternatif (FMA). Ces dernières rentreront dans l'usine par l'arrière (côté plateforme mâchefers) et sortiront par le devant.

L'exploitation du quai sera déléguée à la société NANTET.

Les apports de déchets (BOM) auront lieu du lundi au samedi de 8h à 18h, et le dimanche de 8h à 14h. Les évacuations de déchets (FMA) seront effectuées du lundi au samedi (sauf interdiction de circulation des poids lourds certains samedis).

Ce mode de fonctionnement est amené à perdurer plusieurs mois, voire à constituer la nouvelle affectation du site, selon la décision qui sera prise en 2016 concernant l'avenir des installations d'incinération.

Maintien des installations d'incinération en état pendant l'arrêt

Le SMITOM a confirmé qu'aucune disposition particulière n'est prévue en la matière, même si l'on peut s'attendre à une certaine dégradation des installations pendant cet arrêt prolongé.

Le SMITOM prévoit uniquement d'installer un dispositif de chauffage dans le bâtiment usine afin d'y maintenir une certaine température et ainsi de faire fondre la neige présente en toiture pendant l'hiver (susceptible, en cas d'accumulation, de faire écrouler la toiture ancienne, en fibro-ciment).

1 Communauté de communes des versants d'Aime

2 Maison de l'Intercommunalité de Haute Tarentaise

3 Communauté de communes des vallées d'Aigueblanche

4 Communauté de communes Coeur de Tarentaise

Autres installations incluses actuellement dans l'arrêté d'autorisation du 1/12/15

- Quai de transfert des déchets de la collecte sélective (rubrique 2714 ; 200 m³ maximum entreposés ; régime de la déclaration) : le quai est utilisé actuellement par le SMITOM pour le transfert et le compactage des déchets de collecte sélective de la COVA et de la MIHT, avant transfert vers des centres de tri tel celui exploité par la société VALESPACE à Chambéry. L'exploitation du quai est en pratique confiée actuellement à NOVERGIE. A partir du 29/12/15 le fonctionnement du quai sera assuré par la société NANTET.
- Fabrication et stockage de balles (2716 ; 1900 balles maximum entreposées ; régime de l'autorisation) : cette installation, connexe à l'installation d'incinération, sera temporairement arrêtée à partir du 28/12/15.
- Stockage de gaz inflammable (1412 ; 36 t ; régime de la déclaration) : cette installation, connexe à l'installation d'incinération, sera temporairement arrêtée à partir du 28/12/15.

3.1.2 Aspects administratifs

Option n°1

Demande 2015-7 : Le changement d'affectation du bâtiment doit être déclaré préalablement au préfet par le SMITOM comme modification notable des conditions d'exploitation de l'établissement, comme prévu par l'article R. 512-33.II du code de l'environnement. L'information devra notamment être accompagnée des éléments suivants :

- plan du site modifié et nouveau plan de circulation ;
- volumes et quantités maximums de déchets susceptibles d'être entreposés ;
- changements dans l'origine géographique et la nature des déchets amenés à Valezan ;
- description du fonctionnement du quai de transfert d'ordures ménagères ;
- modifications des impacts environnementaux et des mesures compensatoires mises en place dans l'établissement ;
- modifications des risques et des mesures prises pour les réduire et les maîtriser.

Délai : Avant le 28/12/15.

Cette modification est jugée a priori non substantielle et ne donnerait lieu, si nécessaire, qu'à une modification des prescriptions applicables (arrêté préfectoral complémentaire, pris après avis du CODERST).

Seconde option envisagée

Le nouveau quai de transfert d'ordures ménagères pourrait être exploité par la COVA. Le volume maximum de déchets entreposés serait inférieur à 1000 m³, faisant relever l'installation du régime de la déclaration. La COVA pourrait ainsi déposer en préfecture une déclaration des nouvelles activités au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées. En parallèle, la COVA se déclarerait en préfecture en tant que nouvel exploitant du quai de transfert existant pour la collecte sélective (changement d'exploitant).

Les représentants du SMITOM ont indiqué qu'une convention serait établie entre le SMITOM (propriétaire du site de Valezan) et la COVA concernant la mise à disposition du bâtiment, notamment les conditions de sécurité à respecter.

Cette procédure administrative, si elle est envisageable, nous semble devoir être écartée, notamment pour éviter les risques liés à une co-activité au sein du bâtiment usine et les problèmes de partage des responsabilités.

4 CONCLUSIONS ET SUITES DE LA VISITE

4.1 Propositions de sanctions administratives

Néant.

4.2 Autres suites

L'exploitant a mené les actions et investigations adéquates suite aux valeurs de PCDD/F mesurées précédemment, et les valeurs normales mesurées depuis le 14/09/15 attestent de la conformité des rejets. Dans ces conditions, la mise en demeure du 23/09/15 peut être levée.

D'autres demandes et remarques ont également été formulées à l'occasion de cette visite, concernant les évolutions prochaines du site ; elles sont soulignées dans le corps du rapport et récapitulées en dernière page du rapport.

Ces éléments font l'objet d'un courrier à l'exploitant, dont une copie est jointe en annexe.

L'inspecteur des installations classées

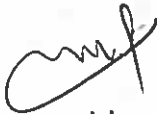


Guillaume DINOCHÉAU

Vu, approuvé et transmis
à M. le préfet de Savoie, le 17 décembre 2015

Pour la directrice
et par délégation,

le chef de l'Unité
Préservation de l'Environnement, Santé - Environnement



Ym Viteau

Annexe 1 : récapitulatif des demandes et remarques

N.B. : la numérotation suit celle du rapport de la visite du 29/09/15.

Demande 2015-6 : Communiquer la version définitive du protocole d'arrêt qui sera conclu avec la société NOVERGIE. Délai : avant le 28/12/15.

Demande 2015-7 : Le changement d'affectation du bâtiment doit être déclaré préalablement au préfet par le SMITOM comme modification notable des conditions d'exploitation de l'établissement, comme prévu par l'article R. 512-33.II du code de l'environnement. L'information devra notamment être accompagnée des éléments suivants :

- plan du site modifié et nouveau plan de circulation ;
- volumes et quantités maximums de déchets susceptibles d'être entreposés ;
- changements dans l'origine géographique et la nature des déchets amenés à Valezan ;
- description du fonctionnement du quai de transfert d'ordures ménagères ;
- modifications des impacts environnementaux et des mesures compensatoires mises en place dans l'établissement ;
- modifications des risques et des mesures prises pour les réduire et les maîtriser.

Délai : Avant le 28/12/15.

Remarque 2015-12 : Le cas échéant, le SMITOM de Tarentaise devra notifier au préfet la cessation définitive de l'activité d'incinération (rubrique 2771) et des activités connexes (mise en balles – rubrique 2716, citerne de gaz – rubrique 1412), conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement. Les mesures de mise en sécurité porteront notamment sur l'évacuation des déchets.

Remarque 2015-13 Nous prenons acte que NOVERGIE s'engage à rédiger, pour le compte du SMITOM, le rapport d'autosurveillance de décembre 2015 et le rapport annuel d'activité 2015.

Remarque 2015-14 : Même si l'arrêt du 28/12/15 n'est pas considéré comme définitif à ce stade, nous demandons au SMITOM de prévoir l'évacuation, à court terme, de l'ensemble des déchets liés à l'incinération, soit par lui-même, soit par NOVERGIE. Il convient en particulier de prévoir le pompage des effluents stockés dans le bassin tampon et leur élimination en tant que déchets, conformément aux dispositions de l'article 2 - § 4.5 de l'arrêté préfectoral du 1/02/12. Pour éviter de collecter de nouveaux effluents pollués dans le bassin, un nettoyage de la plateforme d'entreposage des balles, mâchefers et métaux devra être effectué en parallèle. Par ailleurs, la gestion des eaux de ruissellement potentiellement polluées dans la configuration future du site (quai de transfert OM) devra être étudiée, afin de prévenir tout débordement du bassin.

Type mesure	N° période ou cartouche AMESA	Date du prélèvement	Date de réception résultats DREAL	format	Concentration PCDD/F (ng NATO I-TEQ / m3 à Gréif et sur gaz sec) (selon méthode LAB REF 22 sauf mention contraire)	Valeur limite (ng NATO I-TEQ / m3)	facteur	quantité de PCDD/F dans l'échantillon (ng NATO I-TEQ)	Flux moyen journalier émis pendant la période (g NATO I-TEQ / j)	Valeur limite (g NATO I-TEQ / j)	facteur
Mensuelle AMESA	28	Du 2 au 30/01/15	13/04/15	rapport AS mars 15	0,0018	0,1	1,8%	0,220	0,484.10-6	42.10-6	1,2%
Mensuelle AMESA	29	Du 30/01 au 27/02/15	13/04/15	rapport AS mars 15	0,0028	0,1	2,8%	0,330	0,936.10-6	42.10-6	2,0%
Mensuelle AMESA	30	Du 27/02 au 27/03/15	18/05/15	rapport AS avril 15	0,0018	0,1	1,8%	0,230	0,496.10-6	42.10-6	1,2%
Punctuelle Gb (SRM)	/	24/03/15	03/07/15	rapport AS juin 15	0,0014	0,1	1,4%	0,00180	0,584.10-6	42.10-6	1,4%
Mensuelle AMESA	31	Du 27/03 au 24/04/15	03/07/15	rapport AS juin 15	0,0003	0,1	0,3%	0,037	8.10-8	42.10-6	0,2%
Mensuelle AMESA	32	du 22/05 au 22/05/15	09/09/15	mail	0,0492	0,1	49,2%	3,100	11,9.10-6	42.10-6	28,3%
Mensuelle AMESA	33	du 22/05 au 19/06/15	07/09/15	mail	0,4631	0,1	4,6	51,000	131,6.10-6	42.10-6	3,1
Mensuelle AMESA	34	Du 19/06 au 17/07/15	07/09/15	mail	0,2919	0,1	2,9	34,000	74,0.10-6	42.10-6	1,8
Mensuelle AMESA	35	du 17/07 au 14/08/15	11/09/15	mail	0,1596	0,1	1,6	7,100	37,5.10-6	42.10-6	89,3%
Mensuelle AMESA	36	Du 14/08 au 11/09/15	27/09/15	mail	0,0593	0,1	59,3%	5,000	0,15.10-6	42.10-6	0,4%
11/09 : nettoyage au toluène, par CARSO, de la canne de prêtèvement AMESA (dernier nettoyage : en 2014 conformément aux règles de l'art)											
Gb AMESA (inter-comparaison)	/	14/09/15	21/09/15	mail	1,2655 (upper bound)	0,1	12,1	1,550	/	42.10-6	/
Punctuelle Gb (SRM)	/	14/09/15	20/09/15	mail	0,0022	0,1	2,2%	0,00267	/	42.10-6	/
Hebdomadaire AMESA	37	Du 14 au 21/09	29/09/15	mains propres + mail	0,0108	0,1	10,8%	0,290	2,96.10-6	42.10-6	7,0%
21/09 : nettoyage mécanique de la canne par CME											
Punctuelle Gb (SRM)	/	21/09/15	29/09/15	mains propres + mail	0,0016	0,1	1,6%	0,00201	0,66.10-6	42.10-6	0,2%
Hebdomadaire AMESA	38	Du 21 au 28/09	27/10/15	mail	0,0042	0,1	4,2%	0,097	1,03.10-6	42.10-6	2,5%
nettoyage											
Hebdomadaire AMESA	39	Du 28/09 au 5/10	16/11/15	mail	0,0162	0,1	15,2%	0,400	3,85.10-6	42.10-6	9,2%
nettoyage											
Hebdomadaire AMESA	40	Du 5 au 12/10	16/11/15	mail	0,0095	0,1	9,5%	0,270	1,67.10-6	42.10-6	4,0%
nettoyage											
Mensuelle AMESA	41	Du 12/10 au 9/11	09/12/15	mail	0,0035	0,1	3,5%	0,230	0,87.10-6	42.10-6	2,1%

PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité territoriale des deux Savoie

Chambéry, le 17/12/15

Affaire suivie par : Guillaume Dinocheau
Cellule déchets, sites et sols pollués
Tél : 04 79 62 81 88
Télécopie : 04 79 69 51 61
Courriel : guillaume.dinocheau@developpement-durable.gouv.fr
Nos réf. : 20151217-LET-UiomValezanVi4dec15TransmExploitant-v1

SMITOM de Tarentaise

252 Grande rue

BP 16

73 212 AIME cedex

A l'attention de Mme HERRERO

OBJET : Usine d'incinération d'ordures ménagères de Valezan : visite d'inspection du 4/12/15

Monsieur le président,

Le 4 décembre dernier, j'ai effectué une visite d'inspection de l'usine d'incinération que vous exploitez à Valezan. Je vous remercie d'avoir mis à ma disposition à cette occasion plusieurs de vos collaborateurs.

Vous trouverez ci-joint le rapport établi suite à cette inspection. Mes demandes et remarques, liées aux évolutions prochaines du site, y sont récapitulées en dernière page, ainsi que les délais de réponse.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

L'inspecteur des installations classées



Guillaume DINOCHÉAU

COPIES : Préfet (DDCSPP), UT (Chrono, D2)
P.J. : Rapport d'inspection (10+1 pages)
Numéro S3IC : 61.4358 ☐ Enregistrement fait